

m'imaginai, cependant, que le ministre parlerait plus longuement de la situation qui existe actuellement au Moyen-Orient.

D'abord, pour ce qui a trait à Israël, j'espérais que le gouvernement serait maintenant en mesure d'informer la Chambre et la population qu'il avait accepté la demande d'Israël à l'égard d'autorisations d'exporter des avions Sabre. Vu les événements récents, tout nouveau délai à cet égard est inexplicable. Depuis longtemps, on avait l'impression que le dictateur de l'Égypte n'avait aucune visée agressive. Les discours qu'il a prononcés ces jours derniers, notamment celui dans lequel il a annoncé que son gouvernement avait l'intention de nationaliser le canal de Suez, avaient toute l'exubérance, toute la fougue, et les menaces qui à une époque, caractérisaient les discours de Mussolini. Dans ces récents discours, Nasser incite le monde libre à croire qu'il a revêtu le manteau de la dictature, comme l'avaient fait Hitler et Mussolini, et il a laissé entrevoir son rêve de voir son pays dominer un jour toute l'Afrique du Nord de l'Atlantique à l'Irak et l'Iran.

L'URSS a certainement tout fait pour aiguïser les appétits agressifs de Nasser. L'Égypte possède aujourd'hui 150 MIGs et 45 bombardiers. Israël ne demande pas des engins d'agression sous forme de bombardiers et autres de même genre; ce qu'il demande, c'est quelques avions de combat afin de consolider sa défense au cas où Nasser passerait de la truculence verbale à la réalité d'une agression.

Maintenant, pour ce qui est du canal de Suez, l'initiative arbitraire que Nasser a prise, qui défie le droit international, la liberté entre nations sous l'égide de la légalité, qui constitue un manquement à la parole donnée, j'estime que le Canada, en qualité de principal État-membre du Commonwealth britannique, devrait en ce moment accorder un encouragement public à l'attitude qu'ont prise la Grande-Bretagne, la France et les États-Unis. Nous devrions manifester que la modération d'esprit et le sang-froid dont ces nations font preuve méritent l'appui moral du Canada à ces heures sombres.

Je croyais que le ministre en dirait davantage sur nos relations à l'intérieur du Commonwealth britannique et nous donnerait plus de renseignements que nous n'en avons reçu du premier ministre jusqu'ici à propos des décisions prises à la conférence, qui représentait en somme une forte tranche de la population du monde et comportait une importante assurance en vue du maintien de la paix mondiale. Je croyais qu'il nous laisserait au moins entrevoir à quelles décisions on en est venu.

[M. Diefenbaker.]

Quant au canal de Suez, s'il est fermé, on doit envisager le danger que courra la ligne de ravitaillement de la Grande-Bretagne et la défense de la liberté. La fermeture du canal de Suez amènerait l'étranglement des moyens de défense de la liberté en Méditerranée. Il serait presque impossible à la Grande-Bretagne de maintenir son commerce qui est actuellement mis au défi, étant donné l'offensive économique de l'URSS. M. Nasser prétend actuellement n'avoir aucune intention de cette sorte; mais, il y a à peine quelques mois, ne parlait-il pas en termes doux et sur le même ton que l'URSS de ses bienveillantes intentions envers la Grande-Bretagne et les autres nations libres? On a bien vu que sa parole ne valait rien et qu'il ne disait pas ce qu'il pensait.

Le ministre a été assez aimable de me faire tenir certains chiffres indiquant l'importance du canal de Suez. Il semble que les derniers chiffres disponibles remontent à 1953. Voici le tonnage qui est passé par le canal:

	Tonnage marchand
Royaume-Uni .....	31,262,257
Norvège .....	13,926,235
États-Unis .....	4,123,498
France .....	8,425,534
Italie .....	4,991,152
Pays-Bas .....	4,230,149
Suède .....	3,169,113

Ces chiffres démontrent combien le maintien et la préservation du canal de Suez sont essentiels à notre survivance. Le pétrole de l'Orient, qui représente environ les trois quarts des importations britanniques, passe par le canal de Suez. De même, les importations américaines de pétrole et de sous-produits du pétrole qui passent par ce canal sont très fortes. On peut se faire une idée des répercussions à redouter sur le plan économique quand on sait que, si les États-Unis devaient faire passer leurs navires par le cap, il leur en coûterait \$46,000 de plus pour chaque navire-citerne. Où l'on voit l'importance du canal de Suez, non seulement comme voie de communication nécessaire à la défense de la liberté, mais en raison de la place qu'il tient dans le commerce britannique, engagé dans une lutte à mort avec l'URSS depuis que cet État a lancé son offensive sur le plan économique. Je demande que le gouvernement donne maintenant son approbation et son appui à ce qui se fait à la réunion qui se tient aujourd'hui à Londres, afin que les trois nations en cause se rendent compte que les pays du monde libre sont unis.

Il y a quelques minutes le ministre a souligné un peu le besoin d'unité. A mon avis, jamais l'unité n'a été plus nécessaire et jamais n'a-t-elle apporté l'encouragement et l'appui que les hommes d'État réunis là-bas